



# **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS**

---

**COMPTE RENDU  
DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 07 MARS 2024**

*Date de la Convocation : 1er mars 2024*

*Lieu : Sainte-Livrade-sur-Lot – salle Charles de CACQUERAY*

*Heure de la séance : 18 h 00*

*Membres en exercice : 61*

**Présidence de la séance :** *M. Guillaume LEPEERS, Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois*

**Étaient présents :** *MM. et Mmes Bernard AJON – Pierre BERNOU – Serge BERTOMEU – Jacques BORDERIE – Josiane BOTTEGA – Michel BRUYERE – Jean-Paul CABAS – Gilles CHAROLLAIS – Xavier CLERC – Chantal de BRONDEAU – Jean-Jacques DULAURIER – Christine DUMAS – André FORGET – Christian GILLET – Marie-Laure GRENIER (Délibérations n° 1 et 2) – Gilles GROSJEAN – Freddy GUEUDIN – Serge HUC – Djamila KERAVAL – Jean-Marie LAFOSSE – Didier LALANNE – Michel LAVILLE – Guillaume LEPEERS – Catherine LÉVÊQUE (délibération 1 à 4 et 6 à 40) – Brigitte MONBOUCHET – Pascal MOURGUES – Hélène NICODEMO – Laurent PÉRIQUET – Bertrand PLANTÉ – Christelle PRELLON – Pierre-Jean PUDAL – Jean REDON – Gérard RÉGNIER – Christian ROUSSEAU – Léopold TALOU – Béatrice VAQUIER – Yvon VENTADOUX – Maria de Lurdes VIEIRA – Guy VICTOR – Thomas BOUYSSONNIE ( à partir de la délibération n° 2.*

**Étaient représentés :** *Mme Corinne BARTHEROTTE par M. Jean REDON – Mme Maëlle BLAZEJCZIK par M. Serge HUC – M. André BRUNET par M. Gérard RÉGNIER – Mme Angélique CHARBONNIER par Mme Brigitte MONBOUCHET – Mme Anne-Marie DAVELU-CHAVIN par M. Michel LAVILLE – Mme Christel DELESTRE par M. Laurent PÉRIQUET – Mme Anne DELLIAUX par Mme Béatrice VAQUIER – M. Jean-Max DOMINIQUE par M. Bertrand PLANTÉ – M. Cyril FRIEDRICHS par M. Jean-Marie LAFOSSE – M. Gilles HOUSSIN par M. Gilles CHAROLLAIS – Mme Christiane LAFAYE-LAMBERT par M. Yvon VENTADOUX – M. Xavier MARS par Mme Catherine LÉVÊQUE – Mme Malika MESSAOUDI-LOUBET par M. Pascal MOUGUES – M. Jean-Paul PÉREUIL par M. Didier LALANNE – M. Jean-Éric ROSIER par M. Freddy GUEUDIN – Mme Patricia SUPPI par Mme Chantal de BRONDEAU – M. Samir ZIANI par M. Lionel CLERC – M. Frédéric LADRECH à M. Thomas BOUYSSONNIE (à partir de la délibération n° 2) - Mme Marie-Laure GRENIER à M. Christian ROUSSEAU ( à partie de la délibération n°3)*

**Étaient absents excusés :** *M. Thomas BOUYSSONNIE et M. Frédéric LADRECH (délibération n° 1) – M. Cédric DA SILVA – Mme Estelle HÉNAULT-BLINEAU – M. Xavier LLOPIS – Mme Catherine LÉVÊQUE (délibération n°5) – M. Xavier MARS (délibération n° 5).*

Deux secrétaires de séance ont été désignés : Mme Catherine LÉVÊQUE pour les délibérations 1 à 4 et 6 à 40, M. Xavier CLERC uniquement pour la délibération n°5 (Mme Catherine LÉVÊQUE ayant quitté temporairement la salle).

Le Compte-rendu de la séance du Conseil Communautaire en date du 30 novembre 2023 a été approuvé.

Aucune remarque n'a été formulée sur les relevés de décisions du Président et des délibérations du Bureau Communautaire en date du 20 novembre 2023. Tous deux ont été approuvés (Cf. document joint en annexe du présent compte-rendu).

# SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS

## NOUVELLES SOLIDARITES

### **1 – Rapport sur la politique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes – Mme Marie-Laure GRENIER**

*Préalablement aux débats sur le projet de budget, il est présenté un rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes, intéressant le fonctionnement de la collectivité et les politiques menées sur son territoire les hommes et les femmes).*

#### **1 – VOLET RESSOURCES HUMAINES :**

*Les éléments du diagnostic sont présentés dans le plan d'actions 2024-2026 qui sera aussi abordé ce soir. L'effectif étant stable par rapport à 2022 (440 contre 433). Toutefois, il convient de mettre en exergue un phénomène constaté dans la plupart des collectivités, à savoir l'augmentation de l'écart sur les Régimes indemnitaires pour des agents de même catégorie.*

*À ce titre, un axe du plan d'actions relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes sera mis en œuvre pour pallier à cela. L'élaboration de ce document a débuté au dernier trimestre 2023. Il reposera sur 4 axes :*

*Axe 1 – Réduire les stéréotypes de genre*

*Axe 2 – Lutter contre les violences liées au genre*

*Axe 3 – Promouvoir une culture de l'égalité*

*Axe 4 : Accompagner l'articulation entre vie personnelle, familiale et professionnelle*

*D'ailleurs, certaines actions de ce plan ont déjà été mises en œuvre. Ainsi, des formations sur la prévention et la lutte contre le harcèlement sexuel ainsi que l'agissement sexiste au travail. La première formation s'est déroulée le 26 janvier 2024. Au cours de cette journée, une quinzaine d'agents ont pu notamment :*

- ✓ Recevoir une information sur le cadre juridique,*
- ✓ Échanger autour de cas vécus à travers des films et témoignages, des mises en situations,*
- ✓ Disposer ainsi d'outils permettant d'appréhender ces situations.*

#### **2 – VOLET EXTERNE :**

*Les actions relatives à la lutte contre les agressions et violences sexistes et sexuelles ont été au cœur de notre action en 2023 avec la déclinaison de deux dispositifs de soutien aux victimes en ce début d'année.*

*En 2023, la plupart des communes se sont inscrites au dispositif ERRE (cf. tableau). La formation des référents se déroulera d'ailleurs cette semaine. Le Dispositif ISCG sera quant à lui voté ce soir.*

*Sur ce thème pour l'année écoulée, on peut citer notamment :*

- ✓ La mise en place du dispositif ANGELA. La Communauté d'Agglomération a été le premier territoire du département à s'engager dans le dispositif.*
- ✓ Une représentation théâtrale « DESOPRESSOR 3000 » a été jouée le Samedi 24 juin, de 10 h à 12 h sur le parvis Sainte-Catherine à Villeneuve-sur-Lot par la compagnie Arlette Moreau. Il s'agit d'un spectacle participatif préventif autour des violences sexistes et sexuelles pour apprendre au public comment réagir face à du harcèlement ou une agression sexuelle.*
- ✓ L'organisation d'ateliers d'autodéfense à l'attention des lycéennes aux établissements lot et bastides et E. RESTAT.*

Des actions sur l'égalité entre les femmes et les hommes ont été également menées avec le concours de l'artiste plasticienne « MAMOON » :

- ✓ Performance artistique « Passage, j'accuse le silence » ;
- ✓ Les graffs effectués avec les élèves du collège de Sainte-Livrade-sur-Lot.

#### **EN CONCLUSION :**

2024 sera l'année de la déclinaison du plan d'actions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Les dispositifs de sensibilisation et de prévention à toutes formes de harcèlement ou de violences seront également déployés tant dans le cadre du volet RH qu'en externe, avec le déploiement du dispositif ERRE et la signature de la convention pour la mise en place d'intervenants sociaux en commissariat et en gendarmerie.

La mise en place du dispositif ERRE devrait également permettre la constitution d'un réseau communautaire composé d'élus, permettant de développer des actions en la matière sur l'ensemble du territoire et de mieux les coordonner. Il contribuera également à communiquer sur l'ensemble des projets menés par les communes en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels.

#### **Le Conseil Communautaire a pris acte de la présentation de ce rapport**

### **2 – Intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie (ISCG) – Convention triennale de partenariat 2024-2027 – Mme Marie-Laure GRENIER**

Les missions et les modalités d'accompagnement des ISCG sont :

- Accueil et écoute des personnes en situation de détresse sociale,
- Identification et évaluation de la situation et des besoins,
- Conseil et orientation vers les acteurs du social, médical, judiciaire, de l'associatif, en réponse aux besoins identifiés.

#### **Financement**

C'est un financement tripartite sur 3 années pour un coût global ventilé comme suit :

- 46 % financement Etat ;
- 31% financement conseil départemental
- 23 % financement EPCI

Pour l'EPCI, le mode de calcul est basé sur son nombre d'habitants suivant les modalités suivantes :

Pour la CAGV, le mode de calcul est basé sur son nombre d'habitants suivant les modalités suivantes :

- 11,19 centimes d'euros /habitant la première année (2024), ce qui représente entre **5 464,42 €** pour la CAGV,
- de 12,05 centimes d'euros /habitant la seconde année (2025) au maximum en fonction de la revalorisation annuelle,
- de 12,94 € centimes d'euros /habitant la troisième année (2026).

#### **Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide**

- 1°) **De valider** la participation de la CAGV au projet ISCG selon les modalités évoquées ci-dessus,
- 2°) **D'autoriser** M. le Président ou son représentant légal à signer la convention annexée ainsi que tout document se rapportant à cette opération
- 3°) **De valider** les participations financières des communes membres selon le mode de calcul présenté ci-dessus

- 4°) **De préciser** que les crédits seront inscrits au BP 2024,2025 et 2026

#### POLITIQUES CONTRACTUELLES

### **3 - Attribution du fonds de concours à la commune de Cassignas pour la rénovation de l'ancien presbytère – M. Pierre-Jean PUDAL**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide**

- 1°) **D'attribuer** à la commune de CASSIGNAS un fonds de concours destiné à la réalisation des travaux de l'ancien presbytère.
- 2°) **De fixer** le montant de ce fonds de concours à la somme de 50 526,00 €
- 3°) **De dire** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2024.

### **4 - Attribution du fonds de concours à la commune d'Hauteffage-la-Tour pour des travaux sur la salle des fêtes – M. Pierre-Jean PUDAL**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide**

- 1°) **D'attribuer** à la commune d'Hauteffage-la-Tour un fonds de concours destiné à la réalisation des travaux de rénovation de la salle des fêtes.
- 2°) **De fixer** le montant de ce fonds de concours à la somme de 12 000,00 €
- 3°) **De dire** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2024.

### **5 - Attribution du fonds de concours à la commune de Villeneuve-sur-Lot pour l'acquisition du futur Théâtre Roger LOURET – M. Pierre-Jean PUDAL**

**Le conseil communautaire, décide avec 56 voix pour,**  
(Mme LÉVÊQUE a quitté la salle, n'a pas assisté au débat et n'a pas pris part au vote,  
M. Xavier MARS qui avait donné pouvoir à Mme LÉVÊQUE n'a pas pris part au vote également),

- 1°) **D'attribuer** à la commune de Villeneuve-sur-Lot un fonds de concours destiné à l'acquisition du futur théâtre Roger LOURET.
- 2°) **De fixer** le montant de ce fonds de concours à la somme de 50 526,00 €
- 3°) **De dire** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2024.

### **6 - Attribution du fonds de concours ORT à la commune de Villeneuve-sur-Lot pour le projet d'aménagement des allées Georges Leygues – M. Pierre-Jean PUDAL**



**Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide**

**D'adopter le plan d'actions pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2024-2026.**

**9 – Modification du tableau des emplois – M. Gérard REGNIER**

**Création de postes :**

Dans le cadre d'une démarche globale de qualité de vie au travail, de l'organisation des services communs de direction, ou de l'anticipation de départs, il apparaît nécessaire de recruter de manière pérenne des agents sur poste permanent de catégorie C+ ou B.

Ces emplois seront occupés par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique. En effet, l'agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans compte tenu des fonctions très spécialisées dans le domaine.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

| <b>Nombre de postes</b> | <b>Grades</b>   | <b>Quotité</b> | <b>Emploi F/H</b>                      | <b>Ouvert éventuellement aux contractuels</b>   | <b>Niveau de qualification</b>  | <b>Rémunération</b>  |
|-------------------------|---|----------------|--|---|---|--|
| 1                       | Assistant d'enseignement artistique ppal 2 <sup>o</sup> classe                                    | Temps complet  | Enseignant guitare                     | Oui sur la base de l'article L332-8-2° du code général de la fonction publique (CGFP) | Titulaire du diplôme d'état dans la pratique  | Rémunération calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement |
| 1                       | -Technicien<br>-Technicien ppal 2 <sup>eme</sup> classe<br>-Technicien ppal 1 <sup>o</sup> classe | Temps complet  | Thermicien<br>Econome de flux          | Oui sur la base de l'article L332-8-2° du CGFP  | Bac +2 à Bac +3 dans le domaine des fluides- énergies- domotiques génie climatique et fluidique ou métier de la transition et de l'efficacité énergétique | Rémunération calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement |
| 1                       | -Agent de maîtrise<br>-Agent de maîtrise principal  | Temps complet  | Coordinateur en efficacité énergétique | Oui sur la base de l'article L332-8-2° du CGFP  | Bac   | Rémunération calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement |
| 1                       | -Technicien<br>-Technicien ppal 2 <sup>eme</sup> classe<br>-Technicien ppal 1 <sup>o</sup> classe | Temps complet  | Responsable – gestionnaire de collecte | Oui sur la base de l'article L332-12 du CGFP  | Bac + 2 en environnement et déchet  | Rémunération calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement |

À la suite du transfert de la crèche de Bias, afin d'assurer le taux d'encadrement réglementaire, il convient de permettre à l'éducateur de jeunes enfants à mi-temps de passer à temps complet

| <b>Nombre de poste</b> | <b>Grade</b>                | <b>Quotité</b> | <b>Emploi F/H</b>           | <b>Ouvert éventuellement aux contractuels</b>                   | <b>Niveau de qualification</b>    | <b>Rémunération</b>  |
|------------------------|-----------------------------|----------------|-----------------------------|---|-----------------------------------|--|
| 1                      | Educateur de jeunes enfants | Temps complet  | Educateur de jeunes enfants | Oui<br>-En application des articles L.5211-4-1 et L 332-14 du C | Titulaire du diplôme d'état d'EJE | Rémunération calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement |

### **Suppressions de postes (63 grades)**

| <b>Nbre</b>      | <b>Grade de nomination</b>       | <b>Quotité</b> | <b>Nbre</b> | <b>Grade de nomination</b>               | <b>Quotité</b> |
|------------------|----------------------------------|----------------|-------------|--|----------------|
| 2                | Attaché hors cl                  | 35             | 10          | Adjoint technique ppal 2° cl             | 35             |
| 1                | Attaché                          | 35             | 2           | Adjoint technique                        | 35             |
| 1                | Attaché                          | 35             | 1           | PEA hors classe                          | 16             |
| 1                | Rédacteur                        | 35             | 2           | Assistant enseignement artistique        | 20             |
| 1                | Rédacteur ppal 1° cl             | 35             | 1           | Assistant enseignement artistique        | 8              |
| 1                | Rédacteur ppal 2° cl             | 35             | 1           | Assistant enseignement artistique        | 15             |
| 2                | Rédacteur                        | 35             | 1           | Puéricultrice hors cl                    | 35             |
| 1                | Adjoint administratif ppal 1° cl | 28             | 1           | Auxiliaire de puériculture cl supérieure | 30             |
| 7                | Adjoint administratif ppal 2°cl  | 35             | 4           | Auxiliaire de puériculture de cl normale | 35             |
| 2                | Ingénieur en chef                | 35             | 1           | Auxiliaire de soin ppal 2° cl            | 35             |
| 2                | Ingénieur ppal                   | 35             | 1           | Animateur ppal 2° classe                 | 35             |
| 1                | Technicien ppal 1° cl            | 35             | 2           | Animateur                                | 35             |
| 3                | Technicien ppal 2°cl             | 35             | 1           | Adjoint animation                        | 14,5           |
| 2                | Agent de maitrise ppal           | 35             | 1           | Adjoint animation                        | 32             |
| 2                | Agent de maitrise                | 35             | 1           | Adjoint animation                        | 35             |
| 2                | Adjoint technique ppal 1°cl      | 35             | 2           | Educateur des APS ppal                   | 35             |
| <b>63 grades</b> |                                  |                |             |  |                |

### **Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide**

**D'approuver** la modification du tableau des emplois telle que présentée dans le tableau ci-dessus,

#### **10 – Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle – M. Gérard REGNIER**

Le décret n°2023-1106 permet à chaque assemblée de collectivités ou d'établissements publics de coopération intercommunale, « une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire ».

Les bénéficiaires de cette prime sont les agents fonctionnaires ou contractuels qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 01/01/2023,
- être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30/06/2023,
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sont exclus : les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur et les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage

#### **Montant :**

| <b>Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023</b> | <b>Montant brut maximum de la prime de pouvoir d'achat</b> |
|---|--|
| Inférieure ou égale à 23 700 €  | 800 €  |
| Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €   | 700 €  |
| Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €   | 600 €  |
| Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €   | 500 €  |
| Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €   | 400 €  |
| Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €   | 350 €  |
| Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €   | 300 €  |



*Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023*

*L'attribution fera l'objet d'un arrêté individuel. Le versement sera effectué en une seule fois avant le 30 juin 2024.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'approuver*** le versement du montant maximum de la « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire » tel qu'exposé ci-dessus à chaque agent remplissant les conditions.

#### **11 – Participation à la protection sociale des agents – M. Gérard REGNIER**

*L'ordonnance du 17/02/2021 a instauré une nouvelle modalité dans la participation des employeurs territoriaux dans la protection sociale des agents. Cette participation serait généralisée avec adhésion obligatoire des agents. Pour rappel, la protection sociale recouvre les risques prévoyance (incapacité de travail, invalidité, inaptitude, décès) et santé (frais occasionnés par la maladie, maternité, accident, ...).*

*Un accord national collectif a été signé le 11 juillet 2023, décliné localement par l'intermédiaire du Centre de Gestion du Lot-et-Garonne (CDG 47).*

*Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, ce dernier se propose de mener pour le compte de l'ensemble des collectivités et structures intercommunales du département, la procédure de mise en concurrence des organismes d'assurances compétents.*

*L'assemblée doit conventionner à cet effet avec le CDG en sachant qu'elle devra approuver le choix de de la contractualisation retenue.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***1°) D'approuver*** l'accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire pour le risque prévoyance conclu le 17/01/2024 par le comité de pilotage et de suivi paritaire du CDG 47,

***2°) De prendre acte*** qu'en cas de modification de l'accord local par le comité de pilotage et de suivi paritaire suite à l'évolution des textes, l'avenant sera notifié par le CDG 47 au Conseil Communautaire. Il reviendra alors de le soumettre au CST pour avis préalable et de délibérer à nouveau pour valider ces évolutions.

***3°) De participer*** à la procédure de la convention de participation proposée par le CDG 47, pour la mise en place d'un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative des employeurs, pour un effet des garanties au 01/01/2025.

*Il est par ailleurs précisé qu'en cas de modification législative ou réglementaire à venir qui imposerait de retenir une adhésion obligatoire pour les agents, l'assemblée donne son autorisation pour que le contrat proposé soit adapté en ce sens ;*

***4°) De prendre acte*** que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale, par une nouvelle délibération (avis du CST préalablement), étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la collectivité aura la faculté de ne pas signer le contrat collectif souscrit par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale. Dans ce cas, un autre mode de participation devra être choisi, dans la limite de ceux prévus par la réglementation en vigueur ;

*La procédure retenue est ainsi déclinée comme suit :*

- *Participation au dispositif proposé par le CDG 47 en vue de sélectionner un organisme d'assurance,*
- *Nouvelle saisine du CST au vu des résultats de la consultation,*
- *Nouvelle délibération afin de confirmer le mode de contractualisation retenu et, le cas échéant, l'adhésion au contrat groupe proposé par le CDG 47 ainsi que le montant de participation de l'employeur et les modalités de mise en œuvre de la PSC dans la structure.*

**5°) D'autoriser** le Président à effectuer toutes démarches en conséquence.

## **12 – Modification de la composition de commissions et de la représentation aux organismes extérieurs – M. Gérard REGNIER**

*Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,*

**1°) De désigner :**

- ✓ *M. Daniel BARRAU, membre de la commission Ressources Humaines, Administration Générale ;*
- ✓ *M. Philippe CHIBOUT, membre de la commission Développement Durable, Transport et mobilités, Cadre de Vie ;*
- ✓ *M. Cédric da SILVA, membre de la commission Politiques Contractuelles ;*
- ✓ *Mme Christiane LAFAYE-LAMBERT, membre de la commission Technique.*

**2°) De désigner** M. Xavier LLOPIS en qualité de membre titulaire du comité de direction de l'Office de Tourisme Villeneuve Vallée du Lot et de rappeler que Mme Josiane BOTTEGA reste suppléante.

## **JEUNESSE CULTURE ET SPORTS**

### **13 – Convention entre la CAGV, la Commune et le comité départemental du cyclisme (CDC 47) – Défi 47 – M. André FORGET**

*Le 14 avril prochain sera organisé sur le territoire communautaire la cyclo sportive « Défi47 ». Un partenariat tripartite (Commune de Villeneuve-sur-Lot, CDC 47 et CAGV) est proposé dans ce cadre pour une durée de 3 ans.*

*La Communauté d'Agglomération du Grand Villenuevois s'engage à apporter son soutien financier à hauteur de 4 000 € pour l'édition 2024 sous la forme d'une subvention communautaire.*

*Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,*

**D'approuver** la signature de la convention à intervenir avec l'ensemble des partenaires concernés.

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

### **14 - Candidature pour l'appel à projet de l'ACTT (Accompagnement aux Changement des Territoires Touristiques) – Mme Béatrice VAQUIER**

*Ce dispositif lancé par le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine vise à accompagner les territoires, les acteurs publics et privés de la filière touristique de la Région. Pour répondre à ces enjeux, l'appel à projet ACTT se construit autour de trois enjeux :*

- *L'appropriation d'une stratégie de tourisme éco-responsable ;*

- *Le développement de la Responsabilité Sociétale des Entreprises ;*
- *L'appui à la stratégie économique des professionnels du tourisme.*

*Dans ce cadre, des actions collectives (élaboration d'une stratégie, opération de sensibilisation...) et des actions individuelles (achat de matériels, restructuration d'un office...) pourront être soutenues par la Région Nouvelle-Aquitaine.*

*A cette fin, le Conseil régional souhaite que les différentes structures intercommunales se regroupent autour d'une candidature commune. L'agence de développement et de réservation touristique de Lot-et-Garonne (ADRT47) a proposé de construire une candidature commune avec les territoires volontaires.*

*Une convention cadre sera établie avec l'ensemble des partenaires réunis en comité de pilotage pour en valider le contenu et les modalités financières.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

- 1°) ***D'approuver*** la candidature à l'appel à projets « *Accompagnement au Changement des Territoires Touristiques* » ;
- 2°) ***D'autoriser*** le président ou son représentant légal à signer tous documents nécessaires dans le cadre de cet appel à projets ;
- 3°) ***D'inscrire*** les crédits nécessaires pour ce dispositif au budget de l'exercice 2024 et suivants.

**15 - Office de Tourisme du Grand Villeneuvois : Changement de nom et modification des statuts – Mme Béatrice VAQUIER**

*L'Office de Tourisme a souhaité changer de nom afin d'être davantage en adéquation avec les objectifs de valorisation et d'optimisation des destinations touristiques sur la Vallée du Lot.*

*La dénomination choisie est l'office dénommé désormais l'Office de Tourisme Villeneuve Valle du Lot. Ce nom renforcera l'identité du territoire autour de ses atouts propres et permettra d'optimiser sa localisation pour les touristes.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

- 1°) ***D'émettre*** un avis favorable au changement de nom de l'Office de Tourisme du Grand Villeneuvois comme suit : *Office de Tourisme Villeneuve Vallée du Lot – OTVVL.*
- 2°) ***D'approuver*** la modification des statuts de la structure en conséquence.
- 3°) ***D'autoriser*** le Président ou son représentant légal à signer tous documents nécessaires à cet effet.

**16 - FERIA Agricole et Gourmande 2024 : Convention avec AQUIDEC – M. Michel BRUYERE**

*Aquidec organise les 15, 16 et 17 mars 2024 la deuxième édition de la Féria Agricole. Le projet de délibération soumis à l'approbation du Conseil porte sur la signature de la convention de partenariat et le versement d'un soutien financier à hauteur de 29 000 €.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

**1°) D'approuver** la convention de partenariat passée avec l'association Aquidec d'un montant de 29 000€ pour l'année 2024,

**2°) D'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant légal à signer la convention avec l'Etat devant intervenir à cet effet,

**3°) De dire** que les dépenses et recettes nécessaires seront inscrites au budget des exercices en cours et à venir.

**4°) De dire** qu'une avance de 29 000 € sera versée à Aquidec préalablement au vote du budget.

**17 - Convention avec la Chambre d'Agriculture 47 – M. Michel BRUYERE**

*Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération soutient la dynamique agricole par le biais de plusieurs actions telles que l'installation des jeunes agriculteurs, la création et l'animation d'un réseau de vente à la ferme, le Programme Alimentaire Territoriale.*

*Le partenariat avec la Chambre d'agriculture a également pour objectifs de poursuivre le soutien au dispositif anti-grêle sur le territoire et de promouvoir les synergies entre les deux institutions afin de renforcer les actions portées par l'Agglomération.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

**1°) D'approuver** les termes de la convention jointe au présent rapport,

**2°) D'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant légal à signer cette convention.

**3°) De dire** que les crédits nécessaires au versement de la participation financière sont inscrits au Budget de l'exercice en cours.

**18 - Zone de « Grande-Pièce » : Choix du concessionnaire – Mme Catherine LÉVÊQUE**

*Le conseil communautaire avait approuvé le lancement de la consultation pour une concession d'aménagement d'une zone d'activités située lieu-dit « Grande Pièce et « Blaniac ».*

*La commission d'aménagement aux zones d'activités réunies le 25/01/2024 propose de valider l'unique offre reçue par la SEM 47 en qualité de concessionnaire pour la création de cette zone.*

***Le conseil communautaire, avec 54 voix Pour, décide,***

***(MM. LEPERS, BORDERIE ; BOUYSSONIE, LADRECH ne prennent pas part au vote)***

**1°) De désigner** la SEM 47 en tant que concessionnaire d'aménagement de la zone de « Grande-Pièce » à Villeneuve-sur-Lot,

**2°) D'approuver** le projet de contrat de concession et ses annexes, joints à la présente délibération,

**3°) D'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant à signer le projet de contrat de concession, ainsi que toutes les pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente

délibération. Il procédera également à la réalisation des formalités de publicité requises dans le cadre de cette procédure.

- 5°) **De dire** que les crédits et/ou recettes nécessaires à cette opération seront inscrits au budget de l'exercice 2024.

#### **19 - Mission locale : Soutien au projet « Gaming zone » – Mme Catherine LÉVÊQUE**

La mission locale et la Maison France Services participent à la lutte contre la fracture numérique. Dans la continuité de cette action, la Mission Locale souhaite installer le « gaming house de l'insertion » dans un lieu distinct de ses locaux. Ce nouveau tiers-lieu permettra d'optimiser son approche et les modes d'accompagnement auprès des jeunes.

Il est proposé d'acquérir les deux bâtiments situés 9, rue de la Convention et 8 rue Parmentier ainsi que celui situé 10, rue Parmentier.

**Le conseil communautaire, avec 57 voix Pour, décide,  
(Mme PRELLON ne prend pas part au vote)**

- 1°) **d'approuver** l'acquisition des parcelles : EW 755 / EW 759 / EW 760, sur la Commune Villeneuve sur-Lot, appartenant à Monsieur GAUTIER, ainsi que le montant des travaux prévisionnels tels que présentés dans l'exposé qui précède,
- 2°) **d'approuver** la future convention de mise à disposition des locaux entre la CAGV et l'association Mission Locale du Pays Villeneuveois,
- 3°) **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à cet effet,
- 4°) **de dire** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget primitif de l'exercice 2024.

#### **20 - Campus : Convention de mise à disposition ponctuelle de salles de classe à des organismes de formation – Mme Catherine LÉVÊQUE**

Dans le cadre des mises à dispositions ponctuelles de salles de classes, il est proposé l'établissement de conventions cadres types.

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,**

- 1°) **D'approuver** les termes de la convention cadre annexée à la présente délibération.
- 2°) **D'autoriser** Madame Catherine LEVEQUE à signer les conventions et avenants éventuels ainsi que les décisions afférentes, par subdélégation en cas d'absence ou d'empêchement du Président.
- 3°) **D'autoriser** Mme Béatrice VAQUIER à signer les documents en cas d'absence ou d'empêchement du Président et de Mme Catherine LEVEQUE.
- 4°) **D'inscrire** au budget primitif 2024 les recettes potentielles liées à l'hébergement de structure au sein du campus.

#### **21 - Campus : Convention Projet Voltaire – Mme Catherine LEVEQUE**

*Afin d'améliorer et d'optimiser la maîtrise de l'orthographe et l'expression écrite des étudiants du campus connecté, il est proposé d'établir un partenariat avec la fondation Voltaire. Le coût pur l'année est de 966.24 €.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

- 1°) *D'approuver*** les termes de la convention permettant au Campus de Villeneuve-sur-Lot de devenir centre d'examen agréé pour la certification Voltaire de niveau en orthographe,
- 2°) *D'inscrire*** au budget prévisionnel la somme de 966,24 euros TTC par an, pouvant être actualisée, pour le règlement des charges induites par la signature de ladite convention,
- 3°) *D'autoriser*** le Président ou son représentant légal à signer la convention.

## **22 – Avenant N°1 à la convention de coopération avec l'Université de Bordeaux – Mme Catherine LÉVÊQUE**

*Dans le cadre des projets portés par le campus connecté, la mise en place d'une évaluation d'impact du programme afin d'appuyer les futures demandes financières s'avère nécessaire.  
Dans cette optique, un avenant avec l'Université de Bordeaux est proposé.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

- 1°) *D'approuver*** les termes de l'avenant à la convention de collaboration entre l'Université de Bordeaux et la Communauté d'agglomération du Grand Villeneuvois ;
- 2°) *D'autoriser*** le Président ou son représentant légal à signer l'avenant.

## **23 – Modification du périmètre relatif au dispositif d'aide à la création d'entreprises dit ACP+ – Commune de Casseneuil – M. Jacques BORDERIE**

*Ce dispositif d'aide à la création d'entreprise a vocation de soutenir et d'encourager la création a été instauré sur le territoire le 29 juin 2023 sur la base des périmètres OAP commerce.  
Au regard du projet en cours sur la Commune de CASSENEUIL au sein du bâtiment de la « Maison pour tous » autour de la création d'un espace hybride mêlant coworking et restauration notamment, il est proposé de modifier le périmètre pour accompagner cette initiative.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

**D'approuver** la modification relative au périmètre annexé au présent rapport de la commune de Casseneuil pour le dispositif d'aide à la création d'entreprises.

## **24 – Convention de partenariat « Mon incroyable Terroir » - M. Jacques BORDERIE**

*Dans le cadre du Plan Alimentaire Territorial, l'agglomération a été choisie pour accueillir « Mon Incroyable Terroir ».*

*Ce dispositif est porté par le SMAV LOT et consiste en la tenue d'un concours visant à faire émerger des*

solutions locales (entreprises, startup, associations).

**Le conseil communautaire, Avec 57 voix Pour, décide**  
(M. Jacques BORDERIE n'a pas pris part au vote)

- 1°) **D'approuver** les termes de la convention jointe au présent rapport,
- 2°) **D'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant légal à signer cette convention.

M. Yvon VENTADOUX souhaiterait disposer d'un bilan sur la mise en place des actions relatives au PAT. Ce bilan sera effectué au cours d'une prochaine commission « Développement Économique ».

**DEVELOPPEMENT DURABLE, TRANSPORT, MOBILITE ET CADRE DE VIE**

**25 – ABCI - Convention de partenariat OFB – CPIE 2023-2026 – Mme Christelle PRELLON**

La CGV a été retenue suite à sa candidature auprès de l'Office Français de la biodiversité.

Un Atlas de la biodiversité est une démarche qui permet à une commune, ou une structure intercommunale, de connaître, de préserver et de valoriser son patrimoine naturel. Chaque année, l'Office français de la biodiversité soutient de nombreux projets d'ABC.

Il s'agit un inventaire des milieux et espèces présents sur un territoire donné. Il implique l'ensemble des acteurs d'une commune (élus, citoyens, associations, entreprises,) en faveur de la préservation du patrimoine naturel.

La réalisation de cet inventaire permet de cartographier les enjeux de biodiversité à l'échelle de ce territoire et d'établir un plan d'actions pluriannuel pour préserver la biodiversité. Plus qu'un simple inventaire naturaliste, un ABC est donc un **outil d'information et d'aide à la décision** pour les collectivités, qui facilite l'**intégration des enjeux de biodiversité** dans leurs démarches d'aménagement et de gestion.

Pour réaliser cette action, il est envisagé un partenariat avec le CPIE.

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,**

- 1°) **D'approuver** le partenariat avec l'Office Français de la Biodiversité (OFB),
- 2°) **D'approuver** le partenariat avec le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Pays de Serres-Vallée du Lot,
- 3°) **D'autoriser** M. le Président ou son représentant légal à signer les conventions annexées ainsi que tout document se rapportant à ces opérations,
- 4°) **De préciser** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif pour la durée de l'opération.

**ASSAINISSEMENT EAU ET DECHETS MENAGERS**

**26 – 27 et 28 Tarifs assainissement collectif, non collectif et d'apport de matières à la station d'épuration 2024 – M. Pascal MOURGUES**

**Assainissement collectif :**

| Types de redevance   | Tarif HT /m3 |
|--|--------------|
| <b>Redevance assainissement collectif (par m<sup>3</sup> d'eau consommé)</b>   | 1,40 €       |
| Les usagers s'alimentant en eau au moyen d'un puits ou d'une source qui ne sont pas raccordés au service public d'eau potable se verront appliquer un <b>volume forfaitaire de 40 m<sup>3</sup></b> par semestre et par logement pour le calcul de la redevance. |              |
| <b>Pénalité pour les raccordables non raccordés ou raccordement non conforme. (Facturée au propriétaire).</b><br>Redevance assainissement collectif majorée, (art L 1331-8 du Code de la Santé Publique).  |              |
| • De 100 %   | 2,80 €       |
| • De 400 % si vente ou risque sanitaire ou environnemental   | 7,00 €       |

| Autres redevances   | Tarif TTC                             |
|---|---------------------------------------|
| <b>Participation pour le financement de l'assainissement collectif</b>  |                                       |
| • Immeuble neuf (par m <sup>2</sup> de surface de plancher)   | 13,60 €                               |
| • Immeuble ancien   |                                       |
| <b>Participation aux travaux pour frais de branchement dans le cadre de la création d'un réseau collectif neuf.</b><br>(art L1331-2 du Code de la Santé Publique) |                                       |
| • Maison individuelle   | 1 000,00 €                            |
| • Immeuble ou lotissement   | 1 500,00 €                            |
| <b>Participation aux travaux de mise en conformité du branchement dans le cadre de la réhabilitation d'un réseau.</b>   | 450,00 €                              |
| <b>Contrôle de raccordement dans le cadre d'une vente immobilière ou à la demande de l'utilisateur (par logement)</b>   | 122,00 €                              |
| <b>Hébergement collectif, château ou grosse demeure, bâtiment industriel ou commercial</b>  | 122 € + 20 €/pièce d'eau au-delà de 6 |
| <b>Contre-visite suite à la découverte d'éléments complémentaires</b>   | 50,00 €                               |
| <b>Contrôle des parties communes des copropriétés (hors vente immobilière)</b>  | 10 €/logt avec au minimum 100 €       |
| <b>Pénalité pour rendez-vous non décommandé 24 heures à l'avance</b>  | 50 % du montant du contrôle           |

**Assainissement non collectif :**



|   | Types de redevance                      | Tarif TTC |
|---|---|-----------|
| <b>Installation inférieure à 20 Equivalent-Habitant</b> | Contrôle de conception                  | 72 €      |
|   | Contrôle de bonne exécution des travaux | 118 €     |
|   | Diagnostic                              | 118 €     |
|   | Contrôle de bon fonctionnement et vente | 118 €     |
| <b>Installation supérieure à 20 Equivalent-Habitant</b> | Contrôle de conception                  | 72 €      |
|   | Contrôle de bonne exécution des travaux | 472 €     |
|   | Contrôle annuel                         | 72 €      |
|   | Contrôle de bon fonctionnement et vente | 472 €     |
| <b>Pénalités</b>  | Contre-visite                           | 50 €      |
|   | Déplacement sans intervention           |           |

| <b>Pénalités liée à l'art L1331-8 du Code de la Santé Publique</b> |   |                      |                      |
|--|---|----------------------|----------------------|
| Redevance du contrôle majorée de :                                 |   | Installation < 20 EH | Installation > 20 EH |
| <b>400%</b>  | Absence d'installation d'assainissement.<br>Absence de mise en conformité dans les délais (vente ou risque sanitaire ou environnemental). | 590 €                | 2 360 €              |
| <b>100 %</b>   | Refus de contrôle   | 236 €                | 944 €                |

| <b>Prestations complémentaires</b> |                           |       |
|------------------------------------|---------------------------|-------|
| <b>A la demande de l'usager</b>    | Passage caméra            | 105 € |
|                                    | Mesure du niveau de boues | 50 €  |

**Apport de matières à la station d'épuration :**

| Types de redevance               | Tarif HT par m <sup>3</sup> |
|----------------------------------|-----------------------------|
| Matières de vidange et lixiviats | 3,34 €                      |
| Matières de curage et graisse    | 16,24 €                     |

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,**

**D'approuver l'ensemble des tarifs présentés ci-dessus.**

**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**29 – Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Villeneuve-sur-Lot et la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois relative à l'aménagement d'espaces publics – Projet de requalification urbaine au quartier des Cieutat – M. Gilles CHAROLLAIS**

*Ce projet est aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage de la CAGV qui a confié la réalisation des travaux à la SEM 47 dans le cadre d'une concession d'aménagement signée en date du 31 octobre 2022. Il prévoit notamment l'aménagement d'espaces publics :*

- venelle de Dijon (partie publique existante et partie privée en cours d'acquisition par l'EPF)
- cour publique prévu aux 12, 14 et 16 Rue du Général Gouget (face au jardin de l'ancien tribunal)
- porche et local commun au niveau du rez-de-chaussée du 5 rue Daubasse,
- jardins urbains au 32 rue Gouget et 37 rue Daubasse

*L'aménagement de ces espaces publics bénéficiera à la commune de Villeneuve sur Lot puisque ces aménagements ont vocation à constituer de futurs espaces publics de la ville de Villeneuve sur Lot.*

*Au regard de l'imbrication qui existe entre les différents éléments constituant le programme du projet de requalification, il convient que la réalisation de l'aménagement de ces espaces soit confiée à la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois dans le cadre de l'opération globale de requalification urbaine du quartier des Cieutat. Une convention déterminera les conditions dans lesquelles la commune de Villeneuve sur Lot transfère à la CAGV la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de ces espaces.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

**1°) D'autoriser** Monsieur Le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage des espaces publics de l'opération de requalification urbaine du quartier des Cieutat à la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois (CAGV)

**2°) D'autoriser** Monsieur Président ou son représentant légal à effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

**30 - Approbation des Conditions d'acquisition et de gestion d'un immeuble par l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA) – Bien situé 11 rue A. DAUBASSE à Villeneuve-sur-Lot – M. Gilles CHAROLLAIS**

*L'EPF de Nouvelle Aquitaine est en charge de l'acquisition des immeubles concernés par l'opération de requalification urbaine du quartier des Cieutat. Dans ce cadre, avant toute acquisition définitive, la CAGV doit se prononcer pour approuver cette acquisition et les conditions de celle-ci.*

*La présente délibération concerne l'acquisition de l'immeuble situé au 11 rue Arnaud Daubasse comportant 2 studios, 1 T2 ainsi qu'un garage au rez de chaussée pour un montant de 110 000 euros*

*Cette acquisition se fait dans le respect de l'estimation des domaines.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'approuver*** cette acquisition.

**31 - Approbation des Conditions d'acquisition et de gestion d'un immeuble par l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA) – Bien situé 12 rue du Général GOUGET à Villeneuve-sur-Lot – M. Gilles CHAROLLAIS**

*L'EPF de Nouvelle Aquitaine est en charge de l'acquisition des immeubles concernés par l'opération de requalification urbaine du quartier des Cieutat. Dans ce cadre, avant toute acquisition définitive, la CAGV doit se prononcer pour approuver cette acquisition et les conditions de celle-ci.*

*La présente délibération concerne l'acquisition de l'immeuble situé au 12 rue du Général Gouget comportant 1 T3 et 2 T2 pour un montant de 117 640 euros*

*Cette acquisition se fait dans le respect de l'estimation des domaines.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'approuver*** cette acquisition.

### **32 - Convention de subventionnement de l'opération de requalification urbaine du quartier des Cieutat – M. Gilles CHAROLLAIS**

*Dans le cadre du programme de qualification urbaine du quartier des Cieutat situé dans la bastide de Villeneuve sur Lot, certains aménagements sont destinés à constituer des espaces publics de la ville de Villeneuve sur Lot (exemple : aménagement de jardins).*

*Le projet contribuera donc à améliorer notamment la qualité des espaces publics de la ville de Villeneuve-sur-Lot.*

*Aussi, le Conseil Municipal de la Commune a décidé par délibération, en date du 13 Février 2024, de participer à cette opération pour financer la participation de la collectivité à cette opération. Cette subvention s'élève à 308 000 euros.*

*Le versement de cette subvention à la CAGV s'étalera sur les 6 années restantes de la durée de la concession d'aménagement soit 51 333 euros/ an versés de 2024 à 2029.*

*Cette subvention sera versée à la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois, maître d'ouvrage de cette opération.*

*Un projet de convention fixe les conditions de versement de cette participation.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'approuver*** les termes et la signature de cette convention.

### **33 - Accord avec la CAGV pour les cessions à la SEM 47 d'immeubles ou de terrains acquis par l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine dans le cadre de l'opération de requalification urbaine du quartier des Cieutat à Villeneuve-sur-Lot – M. Gilles CHAROLLAIS**

*Dans le cadre du projet de requalification Urbaine du quartier des Cieutat, l'Etablissement public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA) a acquis plusieurs immeubles et terrains pour le compte de la collectivité. Ces biens doivent désormais être cédés à la SEM 47, aménageur de cette opération afin de mettre en œuvre le programme de travaux de cette opération.*

*Il revient à la CAGV, maître d'ouvrage de l'opération de donner son accord pour ces cessions. Ce projet doit faire l'objet d'une minoration foncière de la part de l'EPFNA. Cette minoration foncière consiste en une remise sur le prix normal de revente. Elle constitue une mesure de soutien de l'EPF au profit de l'opération. La minoration foncière représente pour ce projet un taux de 50 % du montant des acquisitions.*

*Les biens ainsi cédés à la SEM 47 doivent être cédés à un prix inférieur minoré de 50 % par rapport au prix d'acquisition. Ainsi, le montant des acquisitions réalisé par l'EPF est de 330 590,92 euros mais le prix de revente à la SEM 47 n'est que de 165 295,46 euros.*

*Il est donc proposé de donner un avis favorable pour ces cessions de biens à la SEM 47 au prix de revente intégrant la minoration foncière de l'EPFNA*

***Le conseil communautaire, avec 54 Voix POUR, décide,***

*(MM. Guillaume LEPERS, Jacques BORDERIE, Thomas BOUYSSONNIE et Frédéric LADRECH n'ont pas pris part au vote)*

***D'approuver*** ces cessions.

### **34 – Approbation de la Convention Intercommunale d'Attribution – M. Gilles CHAROLLAIS**

*La CAGV a installé sa conférence intercommunale du logement. Cette instance définit les orientations de la politique intercommunale en matière d'attribution de logements. Cinq orientations ont été approuvées à l'unanimité :*

- 1) renforcer l'accès au logement locatif des séniors, poursuivre et amplifier la mutation des locataires vers un logement adapté à leurs besoins
- 2) poursuivre la production de nouveaux logements sociaux
- 3) veiller à ce que les attributions contribuent à préserver les équilibres sociaux et le bien vivre ensemble
- 4) permettre l'accès au logement social de demandeurs prioritaires
- 5) renforcer l'information relative au logement social afin de faciliter l'accès au parc, notamment pour les jeunes publics salariés.

*La convention proposée à la validation du conseil doit traduire ces 5 orientations sur le territoire.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'approuver les termes de cette convention et sa signature.***

**35 – Adhésion à l'AFIPADE pour le logiciel de gestion de la demande de logement social – M. CHAROLLAIS**

*Dans le cadre de son rôle de pilote et de coordonnateur de la politique de logements sur le territoire communautaire, il est nécessaire de pouvoir disposer d'un outil plus performant pour la gestion des demandes de logements sociaux notamment. Le coût de cette adhésion est de 4 500 € l'année.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'approuver l'adhésion à l'AFIPADE.***

**36 – Modification des membres de la commission locale du Site Patrimonial Remarquable – M. Gilles CHAROLLAIS**

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***De désigner :*** Mme Nathalie Herard, Directrice du CAUE 47 et Mme Alexandra ACED, architecte conseil au sein de CAUE 47 en remplacement de Mme GAZEAU Charline et de Mme LAINE Anne Laure.

**TECHNIQUE**

**37 – Refus de levée de garantie Mission Locale – M. Christian ROUSSEAU**

*Dans le cadre de la réception de travaux du bâtiment accueillant la mission locale, certains travaux ont fait l'objet de réserves lors de leurs réceptions. Ces travaux ont dû faire l'objet d'un recours à des entreprises tierces. Il convient dès lors de refuser la levée de garantie pour les trois lots concernés par ces réserves.*

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***Le refus de la levée de garantie pour les lots incriminés.***

**38– Acquisitions foncières lieu-dit « Las Plantes » sur la commune de Villeneuve-sur-Lot – Opération de création d'un pôle de collecte et de valorisation des déchets – M. Christian ROUSSEAU**

***Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,***

***D'acquérir ces parcelles pour un montant total de 15 519 €.***

**39- Convention entre la CAGV et la mairie de Pujols pour l'entretien des espaces verts de la crèche « Trois petits tours » - M. Christian ROUSSEAU**

*Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,*

*La conclusion d'une convention d'entretien d'espaces verts avec la Commune de Pujols*

**40 – Déclaration d'intérêt communautaire – Voirie de Villeneuve-sur-Lot et de Sainte-Livrade-sur-Lot – M. Christian ROUSSEAU**

*La Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois après examen par la commission voirie décide conformément aux dispositions de l'article L.5214-16 du CGCT et conformément à l'exercice de sa compétence « Création ou aménagement et entretien de la voirie communautaire » de déclarer d'intérêt communautaire les voiries des centres-villes de Villeneuve-sur-Lot et de Sainte-Livrade-sur-Lot.*

*En effet, ces voiries étant les dernières du territoire à être en gestion communale, le conseil communautaire, pour des raisons de facilité d'entretien de ces voiries, décide de les intégrer dans le périmètre des voiries qui relèvent de sa gestion. Le « règlement voiries » applicable à l'ensemble du territoire s'appliquera aux voiries nouvellement intégrées.*

*Le conseil communautaire, à l'unanimité, décide,*

**1°) D'approuver l'intérêt communautaire les voiries des centres-villes de Villeneuve-sur-Lot et de Sainte-Livrade-sur-Lot à compter du 7 mars 2024 ;**

**2°) D'autoriser le Président à signer tous documents ou pièces administratives nécessaires à cet effet ;**

\*\*\*\*\*

La séance s'est achevée à 21 h 00.



Catherine LÉVÊQUE

Les secrétaires de séance :



Xavier CLERC

*Les délibérations du conseil communautaire sont disponibles à la consultation sur le site de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois.*



Grand  
Villeneuvois

*l'espace de notre avenir*

# CAGV

Débat d'orientations budgétaires  
2024 - 2026

1

## Sommaire

- Budget principal
- Budget transports urbains
- Budgets assainissement collectif et non collectif

2

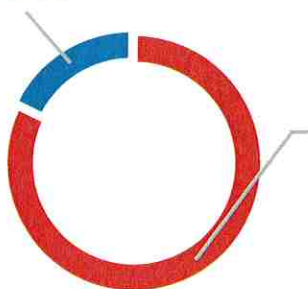
## CAGV RATIOS DE PILOTAGE FINANCIERS

|                            | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    | 2025    | 2026    |
|----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Epargne brute              | 4 131   | 4 474   | 3 395   | 4 511   | 5 828   | 4 419   | 4 399   | 4 145   |
| Taux d'épargne brute       | 14,8%   | 15,7%   | 11,7%   | 13,8%   | 17,0%   | 11,8%   | 11,5%   | 10,6%   |
| Capacité de désendettement | 6,5 ans | 6,1 ans | 8,2 ans | 5,9 ans | 4,1 ans | 7,8 ans | 7,9 ans | 8,4 ans |

3

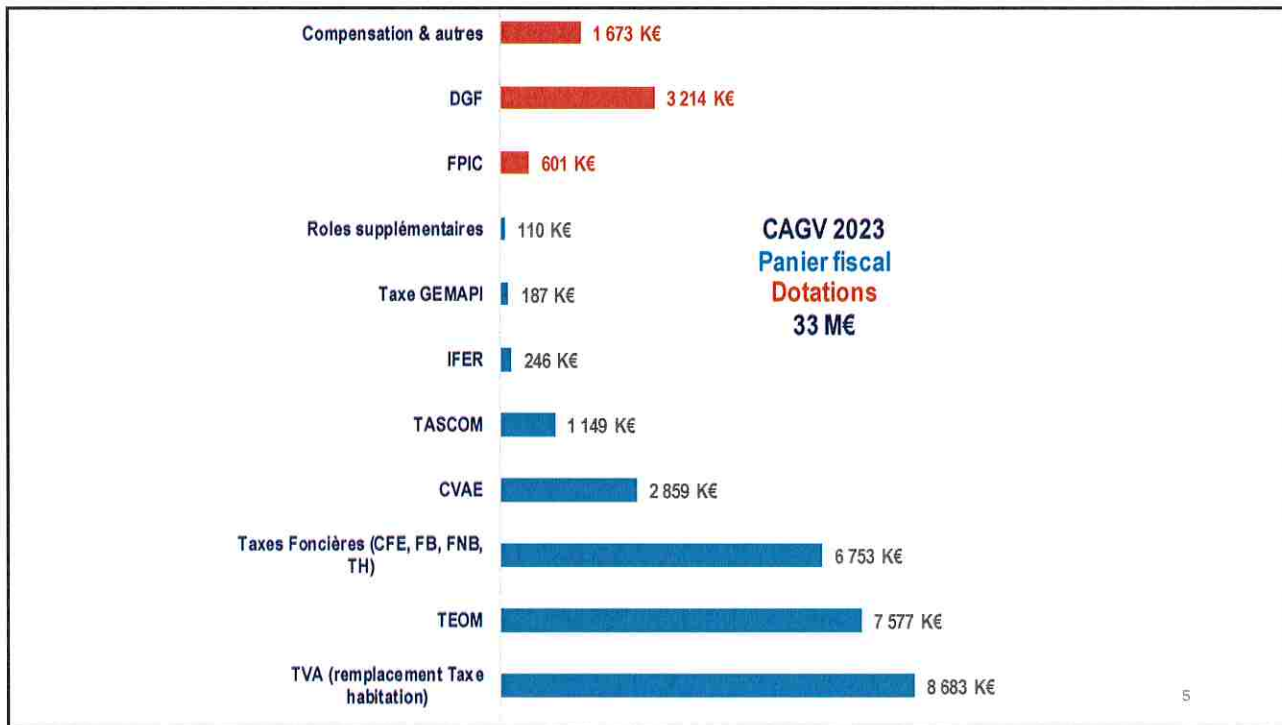
**CAGV**  
**Recettes de**  
**fonctionnement**  
**2023 = 40 M€**

**Subv & produits des**  
**services**  
**7 180 K€**  
**18%**



**Impôts &**  
**dotations**  
**33 050 K€**  
**82%**

4



5

**CAGV Evolution prévisionnelle du produit fiscal**

| Comptes en K€                          | 2023             | var.                 | 2024             | var.               | 2025             | var.               | 2026             | var.               |
|--|------------------|----------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| Taxes Foncières & compensation         | 6 753 K€         | 440 K€ 7,0%          | 7 023 K€         | 270 K€ 4,0%        | 7 234 K€         | 211 K€ 3,0%        | 7 451 K€         | 217 K€ 3,0%        |
| TVA (remplacement TH)                  | 8 683 K€         | 154 K€ 1,8%          | 8 856 K€         | 174 K€ 2,0%        | 9 122 K€         | 266 K€ 3,0%        | 9 396 K€         | 274 K€ 3,0%        |
| TEOM/Redevance incitative              | 7 577 K€         | 520 K€ 7,4%          | 7 880 K€         | 303 K€ 4,0%        | 7 600 K€         | -280 K€ -3,6%      | 7 400 K€         | -200 K€ -2,6%      |
| CVAE                                   | 2 859 K€         | 205 K€ 7,7%          | 2 916 K€         | 57 K€ 2,0%         | 3 003 K€         | 87 K€ 3,0%         | 3 094 K€         | 90 K€ 3,0%         |
| TASCOM                                 | 1 149 K€         | 119 K€ 11,6%         | 1 200 K€         | 51 K€ 4,4%         | 1 236 K€         | 36 K€ 3,0%         | 1 273 K€         | 37 K€ 3,0%         |
| IFER                                   | 246 K€           | 24 K€ 10,9%          | 260 K€           | 14 K€ 5,7%         | 268 K€           | 8 K€ 3,0%          | 276 K€           | 8 K€ 3,0%          |
| Taxe GEMAPI                            | 187 K€           | 187 K€               | 187 K€           | 0 K€ -0,1%         | 187 K€           | 0 K€ 0,0%          | 187 K€           | 0 K€ 0,0%          |
| Roles supplémentaires                  | 110 K€           | 2 K€ 1,5%            | 100 K€           | -10 K€ -8,9%       | 100 K€           | 0 K€ 0,0%          | 100 K€           | 0 K€ 0,0%          |
| DGF                                    | 3 214 K€         | -12 K€ -0,4%         | 3 225 K€         | 11 K€ 0,3%         | 3 266 K€         | 41 K€ 1,3%         | 3 308 K€         | 42 K€ 1,3%         |
| FPIC                                   | 601 K€           | 13 K€ 2,2%           | 600 K€           | -1 K€ -0,1%        | 612 K€           | 12 K€ 2,0%         | 624 K€           | 12 K€ 2,0%         |
| Compensation CET (CFE & CVAE)          | 1 198 K€         | 89 K€ 8,0%           | 1 200 K€         | 2 K€ 0,2%          | 1 200 K€         | 0 K€ 0,0%          | 1 200 K€         | 0 K€ 0,0%          |
| Compensation taxe foncière             | 51 K€            | 3 K€ 7,2%            | 50 K€            | -1 K€ -2,2%        | 50 K€            | 0 K€ 0,0%          | 50 K€            | 0 K€ 0,0%          |
| Taxe de séjour                         | 112 K€           | 5 K€ 4,4%            | 110 K€           | -2 K€ -2,1%        | 113 K€           | 3 K€ 3,0%          | 117 K€           | 3 K€ 3,0%          |
| Attribution de compensation (négative) | 297 K€           | -7 K€ -2,2%          | 228 K€           | -68 K€ -23,1%      | 228 K€           | 0 K€ 0,0%          | 228 K€           | 0 K€ 0,0%          |
| DCRTP & paris hippiques                | 15 K€            | 8 K€ 123,3%          | 11 K€            | -3 K€ -23,6%       | 11 K€            | 0 K€ 1,3%          | 12 K€            | 0 K€ 1,4%          |
| <b>Total</b>                           | <b>33 050 K€</b> | <b>1 751 K€ 5,6%</b> | <b>33 847 K€</b> | <b>796 K€ 2,4%</b> | <b>34 231 K€</b> | <b>384 K€ 1,1%</b> | <b>34 714 K€</b> | <b>484 K€ 1,4%</b> |

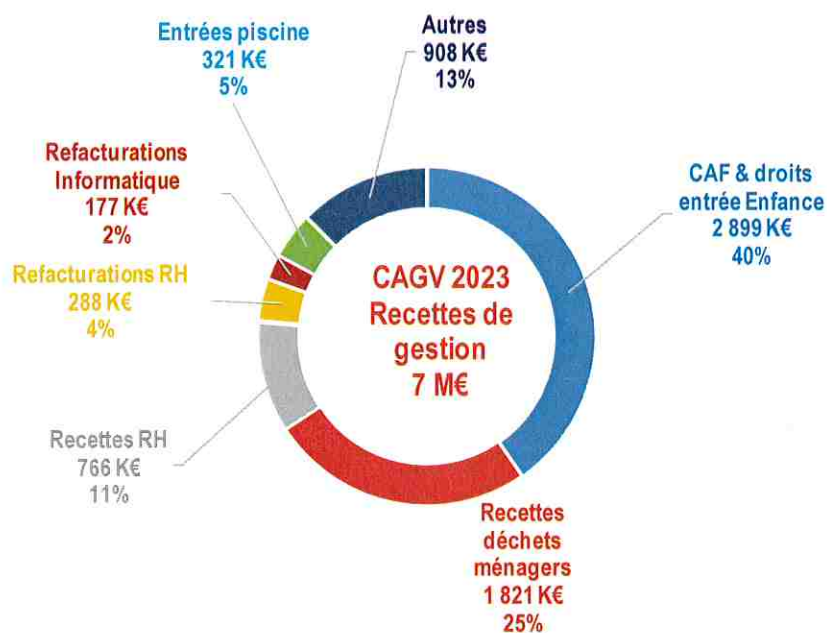
6



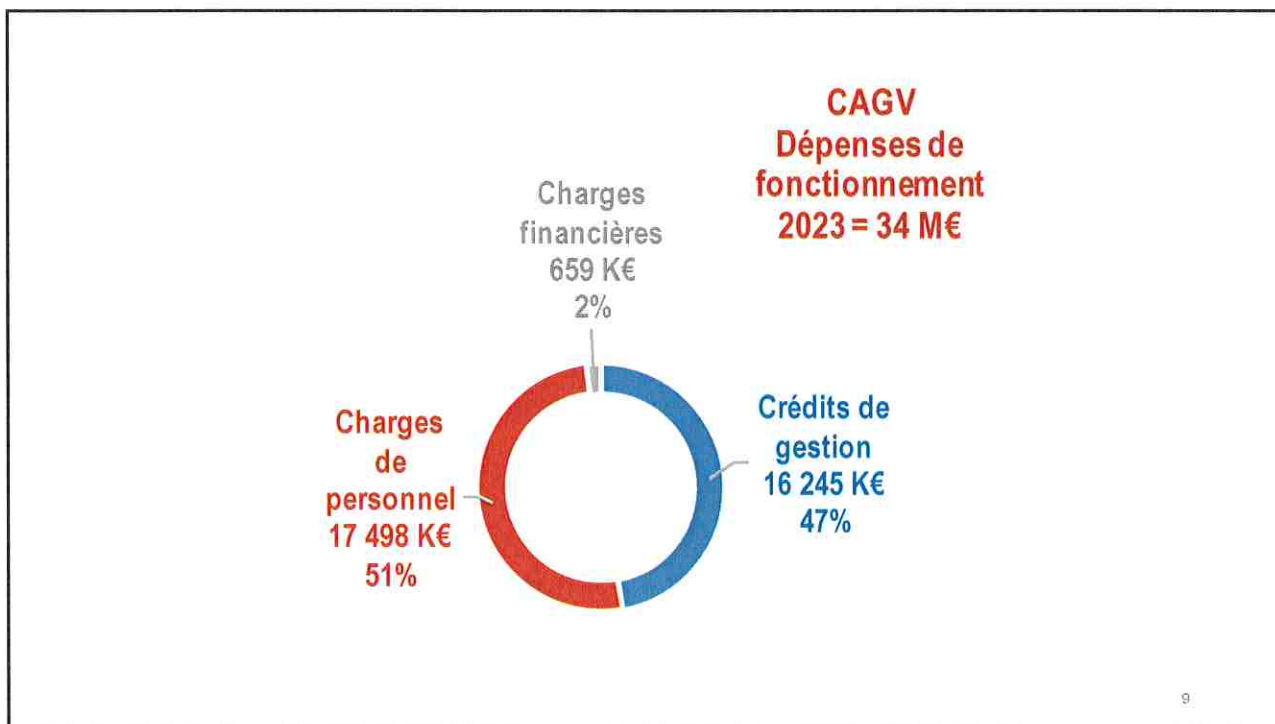
**CAGV équilibre service collecte et traitement des déchets (en K€)**

| en K€                          | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Traitement des déchets         | 2 362        | 2 663        | 3 501        | 3 969        | 3 449        | 3 524        | 3 489        | 3 454        |
| Prestation nettoyage PAV       | 271          | 366          | 435          | 553          | 567          | 584          | 602          | 620          |
| Entretien Matériel roulant     | 205          | 239          | 268          | 307          | 317          | 326          | 336          | 346          |
| Carburants                     | 235          | 185          | 211          | 257          | 215          | 221          | 228          | 235          |
| Cotisation Valorizon           | 25           | 25           | 25           | 24           | 24           | 25           | 26           | 27           |
| Divers                         | 122          | 92           | 118          | 126          | 241          | 169          | 174          | 179          |
| Coûts indirects autres         | 34           | 68           | 0            | 26           | 26           | 27           | 28           | 29           |
| Coûts directs RH               | 1 637        | 1 656        | 1 808        | 2 076        | 2 138        | 2 281        | 2 349        | 2 420        |
| Coûts indirects RH             | 512          | 424          | 637          | 578          | 596          | 614          | 632          | 651          |
| Amortissements investissements | 327          | 425          | 449          | 467          | 565          | 670          | 972          | 1 035        |
| <b>Total des charges</b>       | <b>5 731</b> | <b>6 144</b> | <b>7 452</b> | <b>8 385</b> | <b>8 138</b> | <b>8 442</b> | <b>8 835</b> | <b>8 994</b> |
| Variation                      |              | 413          | 1 308        | 933          | -246         | 303          | 394          | 159          |
| TEOM/Redevance Incitative      | 5 536        | 5 631        | 5 693        | 7 056        | 7 577        | 7 880        | 7 600        | 7 400        |
| Redevance spéciale             | 242          | 257          | 310          | 700          | 825          | 800          | 800          | 800          |
| Soutien tri                    | 280          | 419          | 416          | 485          | 506          | 550          | 600          | 600          |
| Vente de matériaux             | 196          | 188          | 359          | 465          | 312          | 300          | 400          | 400          |
| Remb sur rémunérations         | 82           | 29           | 33           | 244          | 62           | 40           | 40           | 40           |
| <b>Total produits</b>          | <b>6 338</b> | <b>6 524</b> | <b>6 811</b> | <b>8 951</b> | <b>9 281</b> | <b>9 570</b> | <b>9 440</b> | <b>9 240</b> |
| Variation                      |              | 186          | 288          | 2 140        | 330          | 289          | -130         | -200         |
| <b>Coût net du service</b>     | <b>607</b>   | <b>380</b>   | <b>-641</b>  | <b>566</b>   | <b>1 143</b> | <b>1 128</b> | <b>605</b>   | <b>246</b>   |

7



8



| CAGV                                   | CA 2019           | CA 2020           | CA 2021           | CA 2022           | CA 2023           | BP 2024           | BP 2025           | BP 2026           |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Chapitre 012                           | 15 198 036        | 15 479 139        | 16 038 972        | 16 979 789        | 17 498 237        | 19 841 237        | 20 336 474        | 21 046 568        |
| Variation                              |                   | 281 103           | 559 833           | 940 817           | 518 448           | 2 343 000         | 495 237           | 710 094           |
| Variation %                            |                   | 1,8%              | 3,6%              | 5,9%              | 3,1%              | 13,4%             | 2,5%              | 3,5%              |
| <b>Total recettes</b>                  | <b>835 496</b>    | <b>904 963</b>    | <b>953 654</b>    | <b>1 118 254</b>  | <b>869 981</b>    | <b>1 601 057</b>  | <b>1 598 864</b>  | <b>1 615 814</b>  |
| Variation                              |                   | 69 467            | 48 691            | 164 600           | -248 272          | 731 075           | -2 193            | 16 950            |
| <b>Solde net = dépenses - recettes</b> | <b>14 362 540</b> | <b>14 574 176</b> | <b>15 085 318</b> | <b>15 861 535</b> | <b>16 628 256</b> | <b>18 240 180</b> | <b>18 737 610</b> | <b>19 430 754</b> |
| Variation                              |                   | 211 636           | 511 142           | 776 217           | 766 720           | 1 611 925         | 497 430           | 693 144           |
| Variation %                            |                   | 1,5%              | 3,5%              | 5,1%              | 4,8%              | 9,7%              | 2,7%              | 3,7%              |
| * GVT & effets année pleine            |                   |                   |                   |                   |                   | 516 000           |                   |                   |
| * Avancement de grade, RI              |                   |                   |                   |                   |                   | 138 000           |                   |                   |
| * Charges (sociales, retraites...)     |                   |                   |                   |                   |                   | 106 925           |                   |                   |
| * Prime pouvoir d'achat                |                   |                   |                   |                   |                   | 296 000           |                   |                   |
| * Nouveaux postes                      |                   |                   |                   |                   |                   | 162 000           |                   |                   |
| * Régul MAD et mutualisations          |                   |                   |                   |                   |                   | 393 000           |                   |                   |
| <b>Total</b>                           |                   |                   |                   |                   |                   | <b>1 611 925</b>  |                   |                   |

10

| CAGV : Services communs & MAD vers VSL | Prorata temporel 2024 | date d'effet | Quotité VSL % en ETP | Quotité CAGV % en ETP | VSL : Services communs & MAD vers CAGV | Prorata temporel 2024 | date d'effet | Quotité VSL % en ETP | Quotité CAGV % en ETP |
|--|-----------------------|--------------|----------------------|-----------------------|--|-----------------------|--------------|----------------------|-----------------------|
| DGS                                    | 12 mois               | 1-janv.      | 0,5                  | 0,5                   | Responsable sport                      | 4 mois                | 1-sept.      | 0,8                  | 0,2                   |
| Developpement Durable                  | 12 mois               | 1-janv.      | 0,2                  | 0,8                   | Culture                                | 11 mois               | 1-févr.      | 0,8                  | 0,2                   |
| DST                                    | 12 mois               | 1-janv.      | 0,5                  | 0,5                   | Resp ALSH                              | 12 mois               | 1-févr.      | 0,0                  | 1,0                   |
| DST Adjoint                            | 12 mois               | 1-janv.      | 0,8                  | 0,2                   | Responsable jeunesse                   | 11 mois               | 1-févr.      | 0,5                  | 0,5                   |
| Energéticien                           | 4 mois                | 1-sept.      | 0,5                  | 0,5                   | Transports urbains                     | 12 mois               | 1-janv.      | 0,0                  | 1,0                   |
| Action culturelle                      | 11 mois               | 1-févr.      | 1,1                  | 1,9                   | Responsable cuisine centrale           | 11 mois               | 1-févr.      | 0,6                  | 0,4                   |
| Direction jeunesse                     | 11 mois               | 1-févr.      | 0,1                  | 0,9                   | Responsable Juridique                  | 11 mois               | 1-févr.      | 0,5                  | 0,5                   |
| Domaine public                         | 11 mois               | 1-févr.      | 0,5                  | 0,5                   | Responsable foncier                    | 11 mois               | 1-févr.      | 0,5                  | 0,5                   |
| Contrôle de gestion                    | 11 mois               | 1-févr.      | 0,9                  | 1,1                   | Bibliothèque                           | 12 mois               | 1-janv.      | 0,8                  | 1,2                   |
| Administration générale                | 11 mois               | 1-févr.      | 0,2                  | 0,8                   | Responsable domaine public             | 12 mois               | 1-janv.      | 0,6                  | 0,4                   |
| Responsable bâtiments                  | 11 mois               | 1-févr.      | 0,5                  | 0,5                   | Urbanisme                              | 12 mois               | 1-janv.      | 0,0                  | 2,0                   |
| Communication                          | 12 mois               | 1-janv.      | 2,0                  | 2,0                   | Communication                          | 12 mois               | 1-janv.      | 2,0                  | 2,0                   |
| <b>Total MAD &amp; service commun</b>  |                       |              | <b>7,8</b>           | <b>10,2</b>           | <b>Total MAD &amp; service commun</b>  |                       |              | <b>7,1</b>           | <b>9,9</b>            |
|  |                       |              |                      |                       |  |                       |              | <b>554 872 €</b>     | <b>455 606 €</b>      |

11

| CAGV               | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Crédits de gestion | 13 603 K€ | 13 616 K€ | 14 517 K€ | 16 147 K€ | 16 245 K€ | 18 547 K€ | 18 539 K€ | 18 721 K€ |
| Variation          | 382 K€    | 13 K€     | 901 K€    | 1 630 K€  | 98 K€     | 2 302 K€  | -9 K€     | 183 K€    |
| Variation          | 2,9%      | 0,1%      | 6,6%      | 11,2%     | 0,6%      | 14,2%     | 0,0%      | 1,0%      |

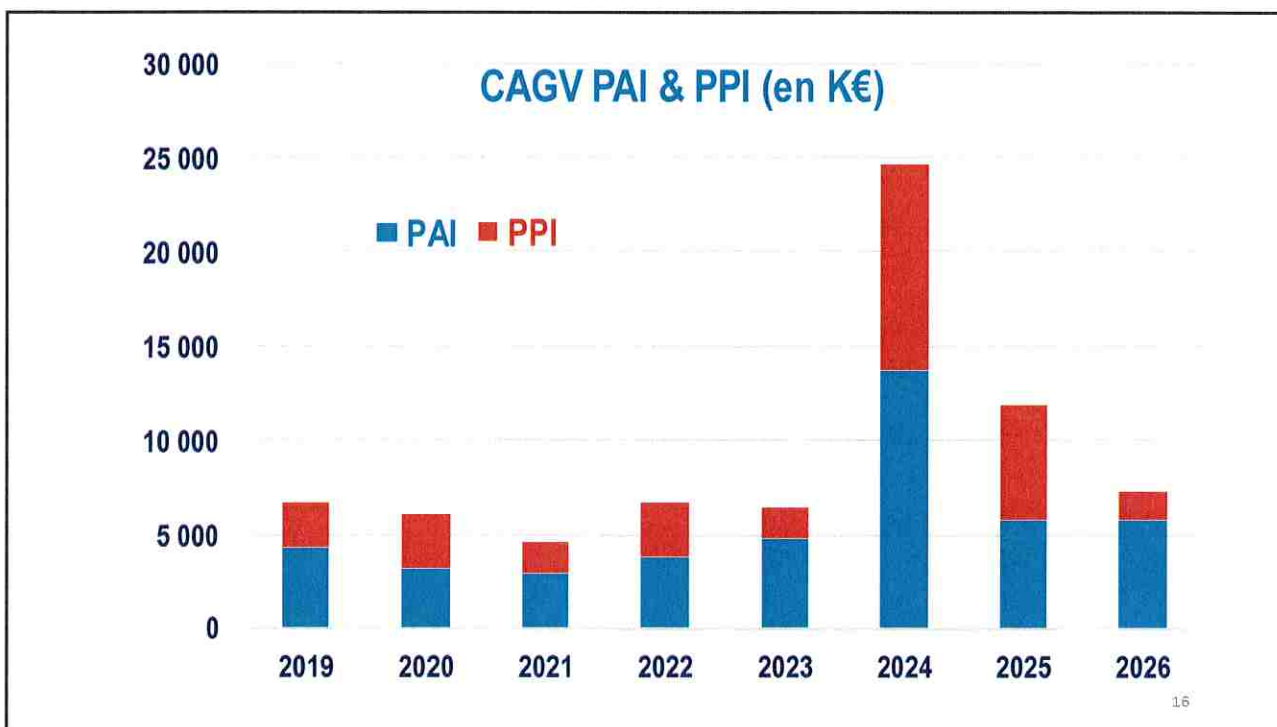
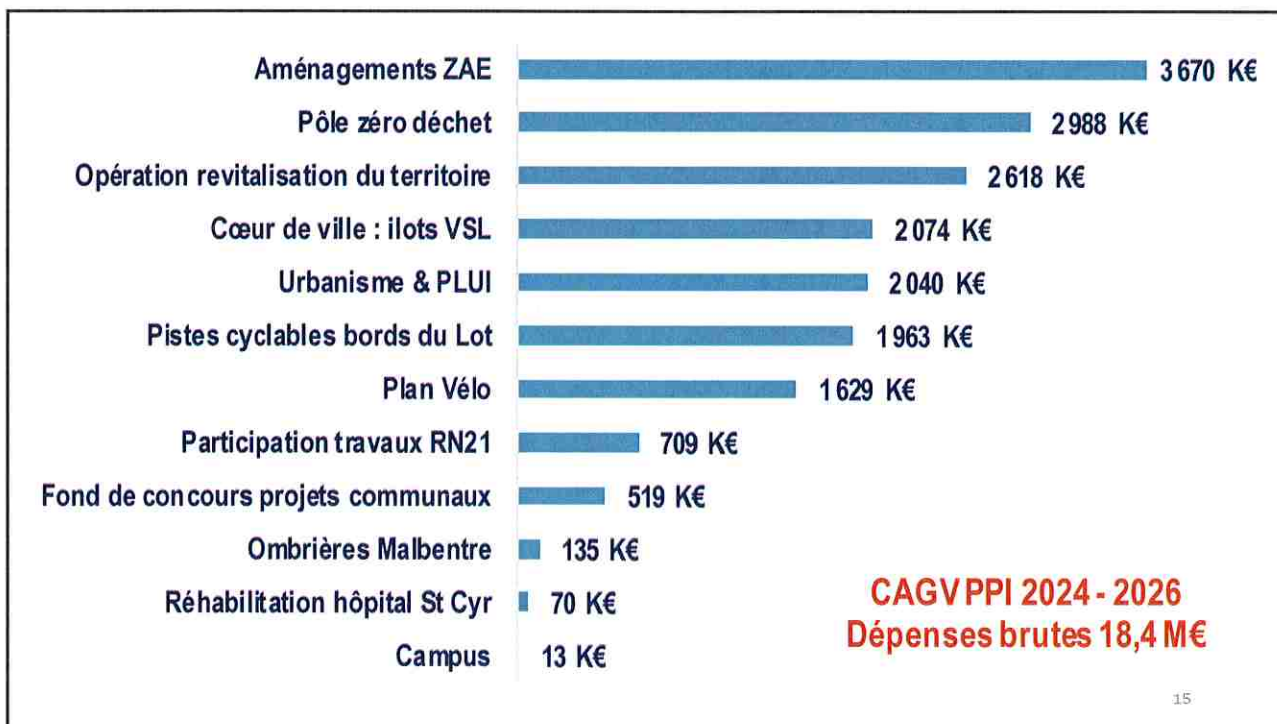
12

|                                     | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Impôts & dotations                  | 28 211        | 28 775        | 28 820        | 31 304        | 33 050        | 33 847        | 34 231        | 34 714        |
| Subventions & produits des services | 5 529         | 5 531         | 5 815         | 6 951         | 7 180         | 9 596         | 9 973         | 10 129        |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>   | <b>33 740</b> | <b>34 306</b> | <b>34 635</b> | <b>38 255</b> | <b>40 230</b> | <b>43 443</b> | <b>44 204</b> | <b>44 843</b> |
|                                     | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          |
| Crédits de gestion                  | 13 603        | 13 616        | 14 517        | 16 147        | 16 245        | 18 547        | 18 539        | 18 721        |
| Charges de personnel                | 15 198        | 15 476        | 16 039        | 16 964        | 17 498        | 19 841        | 20 336        | 21 047        |
| Charges financières                 | 808           | 740           | 684           | 633           | 659           | 635           | 930           | 930           |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>   | <b>29 609</b> | <b>29 832</b> | <b>31 240</b> | <b>33 744</b> | <b>34 402</b> | <b>39 024</b> | <b>39 805</b> | <b>40 698</b> |
| Variations                          | 917           | 223           | 1 408         | 2 504         | 658           | 4 621         | 781           | 893           |
| Variations                          | 3,2%          | 0,8%          | 4,7%          | 8,0%          | 2,0%          | 13,4%         | 2,0%          | 2,2%          |
| <b>Épargne brute</b>                | <b>4 131</b>  | <b>4 474</b>  | <b>3 395</b>  | <b>4 511</b>  | <b>5 828</b>  | <b>4 419</b>  | <b>4 399</b>  | <b>4 145</b>  |
| <b>Taux d'épargne brute</b>         | <b>14,8%</b>  | <b>15,7%</b>  | <b>11,7%</b>  | <b>13,8%</b>  | <b>17,0%</b>  | <b>11,8%</b>  | <b>11,5%</b>  | <b>10,6%</b>  |
| Épargne nette                       | 1 818         | 2 096         | 924           | 2 066         | 3 247         | 1 978         | 581           | 217           |

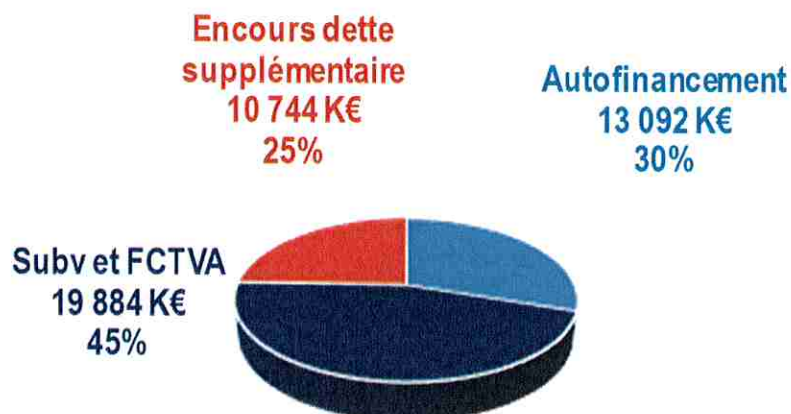
13



14



**CAGV financement des investissements**  
2024 à 2026 = 44 M€



17

|                                   | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    | 2025    | 2026    |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Epargne brute</b>              | 4 131   | 4 474   | 3 395   | 4 511   | 5 828   | 4 419   | 4 399   | 4 145   |
| <b>Taux d'épargne brute</b>       | 14,8%   | 15,7%   | 11,7%   | 13,8%   | 17,0%   | 11,8%   | 11,5%   | 10,6%   |
| Epargne nette                     | 1 818   | 2 096   | 924     | 2 066   | 3 247   | 1 978   | 581     | 217     |
| PAI & PPI net                     | 5 648   | 3 172   | 2 408   | 5 215   | 3 965   | 15 265  | 4 370   | 4 201   |
| Emprunt ou Besoin de financement  | 1 757   | 3 000   | 3 000   | 1 000   | 0       | 13 158  | 3 789   | 3 984   |
| <b>Encours de dette</b>           | 26 752  | 27 374  | 27 904  | 26 459  | 23 878  | 34 596  | 34 566  | 34 622  |
| <b>Capacité de désendettement</b> | 6,5 ans | 6,1 ans | 8,2 ans | 5,9 ans | 4,1 ans | 7,8 ans | 7,9 ans | 8,4 ans |

18

### CAGV : TRANSPORTS URBAINS (en K€)

|                                  | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         | 2028         |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Total dépenses de fonctionnement | 2 211        | 2 502        | 3 172        | 3 249        | 3 418        | 3 564        | 3 743        | 3 925        |
| Total recettes de fonctionnement | 2 722        | 2 921        | 3 037        | 3 429        | 3 867        | 3 927        | 3 988        | 4 051        |
| <b>+ ou - Epargne brute</b>      | <b>511</b>   | <b>418</b>   | <b>-136</b>  | <b>179</b>   | <b>450</b>   | <b>363</b>   | <b>245</b>   | <b>126</b>   |
| Dépenses d'investissement        | 382          | 142          | 777          | 525          | 222          | 412          | 411          | 411          |
| Recettes d'investissement        | 153          | 217          | 192          | 208          | 202          | 236          | 280          | 299          |
| <b>Excédent de financement</b>   | <b>1 775</b> | <b>2 268</b> | <b>1 548</b> | <b>1 411</b> | <b>1 841</b> | <b>2 028</b> | <b>2 143</b> | <b>2 158</b> |

19

### CAGV Budget assainissement collectif (En K€)

| (en K€)                           | 2019            | 2020            | 2021            | 2022           | 2023            | 2024           | 2025           | 2026           |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total dépenses de gestion         | 1 132           | 1 111           | 979             | 902            | 950             | 934            | 907            | 880            |
| Total recettes de gestion         | 2 935           | 2 461           | 2 782           | 2 817          | 2 535           | 2 732          | 2 771          | 2 811          |
| <b>Epargne brute</b>              | <b>1 804</b>    | <b>1 350</b>    | <b>1 803</b>    | <b>1 915</b>   | <b>1 585</b>    | <b>1 798</b>   | <b>1 864</b>   | <b>1 931</b>   |
| <b>Taux d'épargne brute</b>       | <b>61,4%</b>    | <b>54,9%</b>    | <b>64,8%</b>    | <b>68,0%</b>   | <b>62,5%</b>    | <b>65,8%</b>   | <b>67,3%</b>   | <b>68,7%</b>   |
| Total dépenses investissement     | 1 701           | 912             | 1 412           | 1 838          | 2 663           | 4 510          | 2 893          | 2 931          |
| Total recettes investissement     | 15              | 155             | 157             | 319            | 292             | 1 561          | 728            | 728            |
| Encours de dette au 31/12         | 21 168          | 20 390          | 19 553          | 18 677         | 17 763          | 16 903         | 16 010         | 15 079         |
| <b>Capacité de désendettement</b> | <b>11,7 ans</b> | <b>15,1 ans</b> | <b>10,8 ans</b> | <b>9,8 ans</b> | <b>11,2 ans</b> | <b>9,4 ans</b> | <b>8,6 ans</b> | <b>7,8 ans</b> |

20

**Merci pour votre attention**

21



**Relevés de décisions prises dans le cadre de la délégation donnée  
au Président par délibération du 27 août 2020**

**2023**

Décision n°38 : Signature d'une convention avec l'association ZLM Productions, intervenant auprès des publics de 03/17 ans dans les différents accueils de loisirs de la CAGV du 15/11/2023 au 10/02/2024 dans le cadre d'animations.

Décision n°39 : Signature d'une convention de mise à disposition d'un minibus appartenant à la CAGV avec l'association « Loisirs Jeunesse Bias », pour visiter une exposition à l'OTGV.

Décision n°40 : Réalisation d'un emprunt – financement du programme d'investissements 2024 avec la Société Générale pour un montant de 5 000.000 €.

Décision n°41 : Signature d'une convention avec l'association le club «Jeunesse Laïque Républicaine Villeneuvois» intervenant auprès de la crèche Darfeuille de Villeneuve-sur-Lot, du 07/11/2023 au 16/01/2024, dans le cadre de séances de gymnastique.

Décision n°42 : exercice du droit de préemption Urbain (DPU) au profit de la CAGV sur une partie de la parcelle cadastrée C n°439 située à « La Gazaille » commune de La Croix Blanche.

Décision n°43 : Attribution de marchés de travaux n°2024CA05 relatif à la mise en séparatif de la rue Monplaisir à Villeneuve-sur-Lot à la Sté SOGEA Sud-Ouest Hydraulique à Pont du Casse (47) pour un montant estimatif de 214 976.52 € TVA en sus, n°2024CA06 travaux d'extension du réseau d'EU côte de Plaisance à Villeneuve-sur-Lot à la Sté SOGEA Sud-Ouest Hydraulique à Pont du Casse (47) pour un montant estimatif de 211 924.45 € TVA en sus, n°2024CA07 travaux de réhabilitation du réseau d'EU Avenue Barbusse à Villeneuve-sur-Lot à la Sté LAGES et Fils à Villeneuve-sur-Lot (47) pour un montant estimatif de 188 726.32 € TVA en sus, n°2024CA08 travaux de réhabilitation du réseau unitaire rue Montesquieu à Pujols à la Sté LAGES et Fils à Villeneuve-sur-Lot (47) pour un montant estimatif de 240 656.03 € TVA en sus ;

Décision n°44 : Attribution de marchés de fournitures n°2024CA01 de 2 châssis de 19 T de PTAC à la Sté SAUBEAU à Castelculier (47) pour un montant global et forfaitaire de 238 000.00 € TVA en sus avec reprise de 2 400.00 € TTC, fournitures n°2024CA02 de 2 bennes à OM et lèves conteneurs à la Sté FAUN ENVIRONNEMENT à Guilhaud-Granges (07) pour un montant global et forfaitaire de 237 000.00 € HT TVA en sus, fournitures n°2024CA03 de 1 porteur PL à la Sté SAUBEAU à Castelculier (47) pour un montant global et forfaitaire de 128 000.00 € HT TVA en sus, fournitures n°2024CA04 de 1 benne à OM avec grue hydraulique de chargement à la Sté MANJOT ENVIRONNEMENT à Vénissieux (69) pour un montant global et forfaitaire de 244 413.00 € TVA en sus.

**2024**

Décision n° 01 : Abrogation de la décision n°42/2022 du 19/08/2022 et institution d'une régie de recettes et d'avances auprès du service « Gens du Voyage » de la CAGV.

Décision n°02 : Signature d'une convention avec l'association « Ligue d'Enseignement du 47 » au profit de la crèche « Les Papillons » de Ste-Livrade-sur-Lot, dans le cadre d'interventions culturelles du 05/01 au 31/12/2024.

Décision n°03 : Signature d'une convention avec l'association « Ligue d'Enseignement du 47 » au profit de la crèche « 3 P'tits Tours » de Pujols, dans le cadre d'interventions culturelles du 09/01 au 31/12/2024.

Décision n°04 : Signature d'une convention avec l'association « Ligue d'Enseignement du 47 » au profit de la crèche Darfeuille de Villeneuve-sur-Lot, dans le cadre d'interventions culturelles du 04/01 au 31/12/2024.

Décision n°05 : Autorisation de passation d'un acte modificatif afin de valider la cession de la part de marché exécuté par la Sté EVEN CONSEIL au profit de l'entreprise CITADIA

Décision n°06 : Signature d'une convention entre la CAGV et Radio 4 portant sur la diffusion d'une émission hebdomadaire « L'actu villeneuvoise » pour un montant de 9 432.00 € TTC.

Décision n°07 : Signature d'un protocole d'accord entre la CAGV et M. ALILOU, exploitant agricole dans le cadre d'une occupation illicite d'une parcelle située sur la commune de Ste-Livrade

Décision n°07 bis : Annule et remplace la décision n°07

Décision n°08 : Passation d'un acte modificatif de marchés de travaux n°2020CA24 contracté par la Régie Vallée du Lot engendrant une augmentation du montant à 4 800.00 € HT, TVA en sus et d'un acte modificatif n°2 au marché n°2020CA25 contracté par la Régie Vallée du Lot engendrant une augmentation du montant à 5 550.00 € HT, TVA en sus.

Décision n°09 : Signature d'une convention avec l'association SESSAD Planète Autisme au profit d'un enfant en situation d'handicap dans les locaux du centre de loisirs de Monbalen, dans le cadre d'un accompagnement sur les vacances de février 2024.

Décision n°10 : Abrogation de la décision n°20/2022 du 12/04/2022 et institution d'une régie de recettes auprès du service « Petite Enfance » de la CAGV située rue des Peupliers, Cité Rieus à Villeneuve-sur-Lot.

Décision n°11 : Signature d'une convention avec l'association CPIE Pays de Serres-Vallée du Lot au profit d'enfants bénéficiant d'un accompagnement spécifique dans le but de créer un espace nature sur le centre de loisirs de Monbalen, du 01/01/2024 au 31/08/2024.

Décision n°12 : Signature d'une convention avec l'association Foyer de Vie « La Poussonomie » au profit des enfants bénéficiant d'un accueil dans les espaces « Oisellerie », « Nature » et « Culture et Création » du foyer, du 09/01 au 30/06/2024.

Décision n°13 : Signature d'une convention avec La Bulle d'Eveil au profit des 1-3 ans, dans le cadre d'interventions d'éveil corporel/ Baby yoga, de janvier à mai 2024.

Décision n°14 : Signature d'une convention avec l'association « A deux pas d'ici » au profit des 0-3 ans dans le cadre d'interventions d'éveil aux livres, dans les structures Petite Enfance, de mai à décembre 2024.

Décision n°15 : Abrogation de la décision n°38/2022 du 05/08/2022 et institution d'une régie de recettes « Taxe de séjour auprès de la CAGV située au siège de l'OTGV allée Federico Garcia Lorca à Villeneuve-sur-Lot.

Décision n°16 : Avenant à la décision n°13/2023 d'un rajout à l'article 6 (article 6 bis) d'un fonds de caisse de 50 € mis à la disposition du régisseur de la régie de recettes auprès du service Environnement de la CAGV.

**Relevé de décisions prises dans le cadre de la délégation donnée au  
Bureau Communautaire par délibération n°58/2022 du 14/04/2022**

16 : Mises à disposition d'agents de la commune de Villeneuve-sur-Lot à la CAGV dans le cadre de la mise en œuvre du nouvel organigramme général des services.

17 : Acceptation de la mise à disposition d'un agent communal au profit des l'Agglomération du Grand Villeneuvois.

18 : Mise à disposition temporaire d'un agent communautaire à la mairie de Villeneuve-sur-Lot : Direction Générale des Services Techniques mutualisée.